

JEAN-MICHEL SEVERINO

Président, Investisseurs & Partenaires

Nous allons, après une session particulièrement passionnante sur la politique, nous tourner vers un sujet économique d'une très grande ampleur, puisqu'il s'agit de nos perceptions de l'investissement en Afrique. Nous avons un incroyable panel pour ce faire. Félicitations encore à nos amis de l'IFRI pour avoir rassemblé ce panel : Miriem Bensalah-Chaqroun, qui est la Présidente de la Confédération générale des entreprises marocaines ; Christoph Beier, qui est le Vice-président du conseil d'administration de la GIZ, la grande agence de coopération technique allemande ; Mostafa Terrab, le PDG de l'OCP qu'on ne présente pas, c'est un géant marocain et multinational, avec une vision à la fois mondiale et africaine de l'investissement ; Rémy Rioux, mon ami et successeur comme Directeur général de l'Agence Française de Développement, avec qui j'ai la grande joie d'être ici ; et Shinichi Kitaoka, le Président de la JICA, qui va nous apporter une vision japonaise et asiatique particulièrement pertinente pour cette session.

L'Afrique reste le continent de tous les superlatifs, je crois qu'il faut commencer par là. C'est un continent qui va, au début des années 2050, dépasser les 2 milliards d'habitants. Dans cette décennie 2050, son PIB et celui de l'Union européenne à 27 vont se rejoindre en valeur absolue. C'est un continent qui abritera 3,5 ou 4 milliards d'habitants d'ici la fin du siècle. Nous savons d'ores et déjà qu'entre 35 % et 40 % de la population mondiale sera africaine en cette fin de siècle, un évènement qui est en soi quelque chose d'extraordinaire. Tous ces chiffres signifient une chose, c'est que l'Afrique a été longtemps perçue comme étant un sujet de compassion ou un sujet d'intérêt géopolitique - mais au fond un sujet marginal dans l'évolution de la marche de la planète - va devenir, du seul fait de la dynamique macroéconomique et démographique, un sujet central pour nos équilibres planétaires. Et bien sûr encore plus central pour son voisin immédiat du nord : l'Union européenne.

Ayant dit cela, il faut reconnaître que nous abordons cette conversation aujourd'hui, dix ans après avoir commencé à parler d'Afrique au sein de cette conférence, dans une conjoncture qui n'est pas tout à fait la même que celle d'il y a dix ans. La croissance économique africaine a fortement faibli ces toutes dernières années, mais quasiment uniquement du fait de l'effondrement des grands pays pétroliers et miniers : l'Angola, le Nigéria, l'Afrique du Sud, dont la croissance économique continue à traîner. Aujourd'hui, près de la moitié du continent africain, en termes démographiques et économiques, est dans une zone où le PIB par habitant est à nouveau négatif. Une région qui enregistre donc une décroissance en dessous des 2,5 % par an, qui sont nécessaires pour maintenir au moins le pouvoir d'achat.

Mais le continent africain révèle aussi une profonde diversification. Nous continuons à voir une bonne partie de cette autre moitié du continent africain croître à des taux de 5 à 6 %. L'Afrique des pays pauvres, des pays non dépendants des matières premières, continue à avoir une des meilleures performances économiques du monde. Elle continue également à être une grande région réformatrice. Cette semaine, par exemple, nous avons vu rentrer le Rwanda parmi les cinquante meilleurs performeurs du rapport Doing Business de la Banque Mondiale. C'est un évènement qui en soi dit beaucoup d'un continent qui continue à être trop vu au regard de ces quelques pays encore en crise, comme la RDC et la Somalie, et de quelques-uns des sujets qui continuent à se rappeler tristement à notre attention.

Il est vrai que les dernières années ont un peu modifié les perceptions vis-à-vis du continent en termes de sécurité. C'était un continent dont on disait qu'il était sur la voie d'une baisse structurelle de la conflictualité. Les questions de sécurité dans le Sahel ont surgi avec une ampleur que nous n'imaginions pas il y a dix ans, lorsque nous avons commencé ces discussions. Il y a aussi les crises politiques, la stabilité des démocraties, qui est quelque chose qui est davantage interrogé. Nous connaissons par exemple une nouvelle crise politique kényane, depuis maintenant un an et le Kenya occupe une place très importante dans l'ensemble de la dynamique économique et démocratique du continent africain. L'interminable fin de règne de l'ANC en République sud-africaine est en soi quelque chose qui interpelle sur les dynamiques de stabilité politique. C'est un continent vis-à-vis duquel les investisseurs qui sont rassemblés autour de cette table ont certainement une nouvelle génération de questionnements.



Nous l'avons vu, les bailleurs publics restent extrêmement présents et extrêmement engagés sur le continent africain, je suppose que nos amis de la GIZ, de la JICA, de l'AFD pourront nous le redire. En même temps, il est intéressant de leur demander comment ils se positionnent par rapport aux nouvelles perspectives macroéconomiques. En particulier, l'augmentation rapide de la dette et la faillite financière des pays pétroliers, qui bouleversent beaucoup les stratégies d'investissement et provoquent l'effondrement de l'investissement.

L'investissement en Afrique a toujours été relativement modeste, même dans la période du pic de croissance que nous avons connu, 20 à 25 % du PIB, au mieux. Aujourd'hui, il s'est effondré. La dépense publique dans les pays pétroliers les plus importants comme le Nigeria est de l'ordre de 10 % et la mobilisation du PIB et la mobilisation de la fiscalité intérieure, ce sont 2 ou 3 %. Ce sont donc des pays qui n'investissent plus avec les effets récessifs que l'on connaît, mais aussi les problèmes que cela peut poser, vis-à-vis des investisseurs.

Les investisseurs de portefeuille -il n'y en a pas ici - les banquiers purs, les banquiers de marché, se sont eux-mêmes mis en retrait. En revanche, peut-être que nos amis marocains qui sont des investisseurs privés nous le diront, nous avons vu une très grande résilience du monde du corporate international. Les investisseurs qui suivent la démographie africaine, ceux qui investissent dans les marchés intérieurs, dans la consommation intérieure, que ce soit les industries de consommation - que ce soit les distributeurs en France, les Carrefour et Auchan, les FNAC, les Danone, les L'Oréal, les Orange - ont au contraire considérablement accru leurs investissements. Ils gardent foi dans la démographie africaine, la puissance du marché et la capacité du continent à fabriquer son propre marché.

Je dirais pour conclure que l'agriculture africaine reste aussi attractive qu'elle l'a été. L'Afrique a peut-être aujourd'hui du mal à se nourrir elle-même, elle est déficitaire en production alimentaire, mais c'est la grande zone de réserve agricole du monde, aussi bien en termes de surfaces cultivées qu'en termes de productivité. Un très grand nombre d'investisseurs internationaux ont l'œil sur cette caractéristique qui peut en elle-même bouger et d'autant plus bouger les enjeux globaux. Peut-être qu'un jour nous ferons un panel sur l'agriculture, la nutrition et le climat. En plus, ces surfaces africaines représentent un des premiers, peut-être même le premier enjeu mondial, de la capture du carbone dans le sol à l'échelle globale.

J'ai posé à nos amis la question de savoir comment ils apprécient cette transformation du paysage des investissements africains et comment ils s'y adaptent. D'après eux, quels sont les trois sujets qui les excitent le plus en termes d'opportunités dans ce climat d'investissement et quels sont les trois défis qui peuvent les perturber le plus. Je leur ai aussi demandé, en tant qu'investisseurs privés, ce qu'ils pouvaient demander aux investisseurs publics de faire et aux investisseurs publics, ce qu'ils pouvaient attendre des investisseurs privés, dans un contexte qui est devenu complexe.

Et pour ce faire, je vais donc passer la parole sans plus attendre à Miriem Bensalah-Chaqroun. Son intervention et celle de Mostafa Terrab sont d'autant plus importantes que le Maroc a projeté une dynamique à la fois politique, mais aussi d'investissement particulièrement remarquable vis-à-vis de l'Afrique continentale, en particulier sur l'Afrique de l'Ouest. Chère Madame, vous avez la parole.